

MARCHE PUBLIC

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

N° Référence du marché	2024_SEPR-GSRE_113-01
N° CHORUS	

Pouvoir adjudicateur

État – Représenté par M. le Préfet de Mayotte
DEALM 976 (MAYOTTE) BP 109 Terre-plein de M'tsapere, 97600 Mamoudzou

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur Jérôme JOSSERAND, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte, nommé par arrêté interministériel du 04 décembre 2023 et titulaire de la délégation de signature du Préfet de Mayotte par arrêté préfectoral n° 2024-SG-DEALM-094 en date du 27 février 2024.

Objet du marché

relatif à la

**Révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte
en prévision du cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau**

Remise des offres

Date limite de réception : **le 11 avril 2025 à 12h00**... heure locale de Mayotte

Maître d'Ouvrage :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du logement et de la Mer
Terre-plein M'tsapéré
97600 Mamoudzou
MAYOTTE

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer
Terre-plein M'tsapéré
97600 Mamoudzou
MAYOTTE

Service en charge de l'exécution du marché

Service Environnement et Prévention des Risques (SEPR)
SEPR – DEALM Mayotte
Terre-plein M'tsapéré
97600 Mamoudzou

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique : Monsieur le directeur de la DEALM de Mayotte

Comptable assignataire des paiements :

Direction régionale des Finances publiques de Mayotte

Avenue de la Préfecture BP 501

97600 Mamoudzou

02.69.61.16.40

02.69.61.18.60

drfip976@dgfip.finances.gouv.fr

2 - Caractéristiques du marché

2.1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet : La révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte en prévision du cycle 2028-2033 de la Directive cadre sur l'eau.

2.2 - Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert, menée en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2.1° du Code de la Commande Publique (CCP).

2.3 - Forme juridique du contrat ou du marché

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au Journal Officiel de la République française du 1^{er} avril 2021.

Il s'agit d'un marché ordinaire conclut à prix global et forfaitaire.

2.4 - Allotissement

En application de l'article L. 2113-11-2° du Code de la commande publique, les prestations forment un lot unique. En effet, dans ce cas particulier, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence. De plus, elle risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.5- Référence à la nomenclature communautaire CPV

Code CPV Principal :

- 90700000 – 4 « Services relatifs à l'environnement »

2.6 – Durée du marché et délai d'exécution des prestations

2.6.1 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 18 mois.

2.6.2 – Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution part à la date de la notification du marché.

Ce délai d'exécution global du marché est fixé à 18 mois. L'état des lieux 2025 des masses d'eau (en dehors des prestations annexes à l'étude) doit être adopté par le Comité de l'eau et de la biodiversité de Mayotte puis approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin. Cette contrainte est à prendre en compte par le titulaire car cela implique un délai d'exécution d'environ 12 mois. Toutefois il est demandé au titulaire de proposer un planning d'intervention réaliste qui ne dépassent pas le délai d'exécution global du marché et selon le tableau ci-dessous à compléter.

Phasage de l'étude	Échéances prévisionnelles
1 – Mise à jour du référentiel des masses d'eau avec identification prévisionnelle des MEA et MEFM et mise à jour du registre des zones protégées	
2 – Évaluation de l'état des masses d'eau	
3- Mesurer l'évolution de l'état des masses d'eau avec les progrès accomplis et l'effet thermomètre	
4 – Réalisation de l'inventaire des émissions, rejets et pertes de substances selon la méthodologie fournie dans le Guide EDL national	
5 – Inventaire, collecte et mise en forme des données caractérisant les pressions s'exerçant sur	

les milieux aquatiques	
5 bis – Qualification, mise à jour des pressions s'exerçant sur les milieux aquatiques et affinages des méthodologies pressions – Impact réalisables sur cette base.	
6 – Caractérisation des liens pressions/impacts selon les méthodologies validées par le comité de pilotage	
7 – Pour chaque pression / impact, évaluation d'un scénario tendanciel à l'horizon 2033 (sur la base des données identifiées par le comité de pilotage)	
8 – Identification des masses d'eau en risque de non atteinte des objectifs d'état sur la base de l'état des masses d'eau (sur la base du travail de la phase 2) et des scénarios tendanciels.	
9 – Caractérisation des usages socio-économiques et analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033	
10 – Intégration de l'étude nationale de récupération des coûts et des résultats issus de l'EDL eaux souterraines du BRGM.	
11 – Rédaction des documents finaux (état des lieux, synthèse des éléments méthodologiques et des grandes hypothèses)	
12 – Révision du programme de surveillance	
13 – Mise à jour des fiches masses d'eau et intégration des fiches masses d'eau eaux souterraines (fournies par l'étude BRGM)	
14 – Synthèse EDL	
15 – Présentation du rendu final en CEB	
16 – Rendu rapport final EDL après avis du CEB	
17 – Fourniture des fichiers de reporting national pour tous les types de masse d'eau	

2.7– Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur le territoire de Mayotte.

3 - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

3.1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de marché indiquées à l'article 2 « Pièces contractuelles » du Cahier des Clauses Administratives Particulières, et conformément à leurs clauses et stipulations ;

3.1.1 - Le signataire (Candidat individuel),

M

Agissant en qualité de

m'engage, sur la base de mon offre et pour mon propre compte, à réaliser les prestations et à maintenir mon offre pendant la durée de validité des offres.

Dénomination sociale	
Capital	
Adresse correspondant au n° SIRET renseigné ci-dessous	
Statut	
Téléphone	
Courriel	
N° SIRET	
N° et lieu d'inscription au registre du commerce	
Code APE	
La société est-elle une PME ¹ ?	Oui Non

engage, sur la base de son offre, la société suivante ;

Dénomination sociale		
Capital		
Adresse correspondant au n° SIRET renseigné ci-dessous		
Statut		
Téléphone		
Courriel		
N° SIRET		
N° et lieu d'inscription au registre du commerce		
Code APE		
La société est-elle une PME ¹ ?	Oui	Non

3.1.2 - Le candidat est un groupement d'entreprises constitué avec les sociétés :
[à dupliquer autant que de besoin]

Co-traitant n°1		
Dénomination sociale		
Capital		
Adresse correspondant au n° SIRET renseigné ci-dessous		
Statut		
Téléphone		
Courriel		
N° SIRET		
N° et lieu d'inscription au registre du commerce		
Code APE		
La société est-elle une PME ¹ ?	Oui	Non
Co-traitant n°2		

1 PME – telle que définie à l'article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie (LME)

Dénomination sociale	
Capital	
Adresse correspondant au n° SIRET renseigné ci-dessous	
Statut	
Téléphone	
Courriel	
N° SIRET	
N° et lieu d'inscription au registre du commerce	
Code APE	
La société est-elle une PME ² ?	Oui Non

L'ensemble des membres du groupement s'engage sur la base de leur offre.

3.1.3 - Nature du groupement

Pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :

conjoint OU solidaire

➔ En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire :

OUI ou NON

3.1.4 - Désignation du mandataire et habilitation

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Les membres du groupement : *[cocher la ou les cases correspondantes]*

signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre

donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre,

² PME – telle que définie à l'article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie (LME)

pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations ; *(joindre les pouvoirs annexes)*

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies dans le document d'habilitation fourni et dans les conditions définies ci-dessous ;

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*) de chaque membre du groupement	Lieu et date de signature de chaque membre du groupement	Signature de chaque membre du groupement

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

3.1.5 - Répartition des prestations en cas de groupement conjoint

[Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.]

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- ### 3.3 - Compte (s) à créditer

[Joindre le(s) relevé(s) d'identité bancaire ou postal correspondant(s)]

**candidat unique
ou groupement solidaire**

[illegible]

ou groupement conjoint [à dupliquer autant que de besoin]

Co-traitant 1									
Titulaire du compte									
Domiciliation									
IBAN								BIC	

4 – Montant et Prix du Marché – Avance

Remarque préliminaire :

En cas de **groupement conjoint**, le détail des prestations exécutées par chacun des membres du groupement ainsi que la répartition de la rémunération correspondante sont précisés dans le présent document.

Le mandataire y indique en outre le montant de sa prestation de mandat.

4.1 – Montant et Forme du prix

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro.

En application de l'article R. 2112-6 2° du CCP, les prix des prestations faisant l'objet du présent marché sont des prix forfaitaires appliqués à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Le prix du marché est inscrit ci-dessous. Il porte sur l'ensemble des prestations de services décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

Montant en euros hors TVA :

TVA au taux de %, soit

Montant en euros TVA incluse :

Arrêté en lettres à

Ce prix est détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant en annexe 1 au présent acte d'engagement. La DPGF est complétée par le titulaire et comporte toutes les indications permettant d'apprécier la proposition de prix forfaitaire.

Seuls les prix unitaires de la DPGF sont contractualisés.

En cas de prestations supplémentaires, les prix unitaires indiqués dans la DPGF peuvent être utilisés pour rémunérer ces prestations.

Le prix est définitif, ferme et actualisable. Les conditions d'actualisation sont décrites au CCAP ainsi qu'à l'article R. 2112-11 du Code de la Commande Publique (CCP).

4.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

4.3 - Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché et aux co-traitants – sauf renonciation expresse – selon les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

❶ Le candidat ou le mandataire du groupement :

accepte le versement de l'avance,

refuse le versement de l'avance.

❷ En cas de groupement conjoint :	accepte le versement de l'avance	refuse le versement de l'avance
co-traitant n°1 :		
co-traitant n°2 :		

5 - Modalités de demande de Sous-traitance

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L. 2193-4, L. 2193-5 et R. 2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est autoliquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

6 – Nantissement ou cession de créance

En application des articles R. 2191-45 à R. 2191-53 du Code de la Commande Publique (CCP).

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

- ☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

- ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

- ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement cession évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :

.....
.....

- ☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

- ☐ membre d'un groupement d'entreprise
☐ sous-traitant

7 - Signature du soumissionnaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

*Le contrat **doit être signé par une personne habilitée à engager l'entreprise soumissionnaire**, c'est-à-dire par une personne ayant ce pouvoir de plein droit selon les règles du droit commercial ou en vertu d'une délégation de pouvoirs. l'administration doit être en mesure de contrôler l'identité du signataire au moyen des documents remis dans l'enveloppe de candidature. Se référer aux prescriptions du règlement de la consultation ou de l'avis d'appel à la concurrence.*

8 - Partie réservée à l'administration

8.1 - Durée de validité de l'offre

Cette offre est valable 6 mois à compter de la date de remise des offres indiquée dans les pièces de consultation.

8.2 - Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique

Monsieur le directeur de la DEALM de Mayotte

8.3 - Informations budgétaires

Imputations budgétaires multiples

Le contrat est imputé sur le programme suivant : **0113**

8.4 – Contrôleur Budgétaire

Le Contrôleur Budgétaire Régional (CBR)

Visa du Contrôleur Budgétaire Régional

--

8.5 - Signature de l'acheteur, représentant du pouvoir adjudicateur

Date de signature du marché :

Signature du représentant
du pouvoir adjudicateur :

8.6 – Date de notification du marché

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le **titulaire / mandataire du groupement** :

Reçu le _____ l'accusé de réception de la notification du marché
du **titulaire / mandataire du groupement** destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

à :

le :